

# Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10629 - JEUDI 6 JUILLET 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Programme complet de logements en béton:

## La ministre Daureeawoo remet les clés des logements à 20 familles



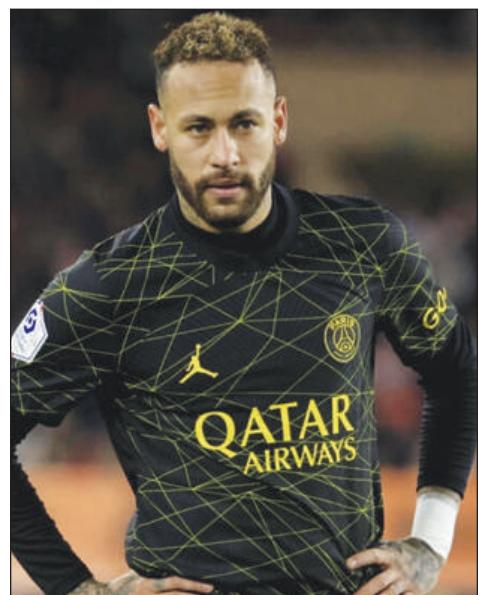
Page 3



**La SADC organise un roadshow sur la Facilité Régionale de Financement des Infrastructures de Transmission à Maurice**

Page 3

### Foot News



**Brésil : Neymar devra payer une grosse amende pour des «infractions environnementales»**

Page 8



**Arsenal dépose une offre de 90 millions d'euros pour signer Aurélien Tchouameni**

Page 8

France

**Les agressions contre les maires, "une incarnation du malaise démocratique"**



Page 4

**Israël : un attentat à la voiture-bélier fait plusieurs blessés à Tel-Aviv**



Page 5

**Jens Stoltenberg reconduit pour un an à la tête de l'OTAN**



Page 5

A la télé aujourd'hui



06.00 New Amsterdam  
07.10 Serial: Le Livre Perdu Des Sortilèges  
08.00 Serial: Chicago Med  
09.35 Le Chemin Du Destin  
09.55 A Que No Me Dejas  
10.25 The Gardener's Daughter  
10.50 Tele: Marimar  
12.00 Le Journal  
12.25 Sublime Mensonge  
13.15 Tele: Fierce Angel

13.45 Tele: Imperio De Mentiras  
14.10 L'incroyable Hulk  
15.22 Film: Damsel  
17.15 The Gardener's Daughter  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Serial: Wagle Ki Duniya  
18.56 Serial: Mere Dad Ki Dulhan  
19.30 Le Journal  
20.30 Film: Vikram Vedha  
Stars: Saif Ali Khan, Hrithik Roshan, Radhika Apte



07.09 Local: Toc Toc Doc  
09.09 Local: Toile De Fond  
11.17 Local: Les Klips  
12.03 Local: Rodrig Spor  
12.34 Local: Saver Kil Tirel  
13.05 Local: Toc Toc Doc  
13.20 Local: En Forme  
13.35 Local: Agir Ensemble  
13.57 Rodrig: Klip Seleckson  
16.10 Local: Come On Let's

Dance  
17.05 Local: Radio Vision  
18.00 Imperio De Mentiras  
18.31 A Que No Me Dejas  
19.00 Live: Zournal Kreol  
19.20 Rodrig: Li Bon Ou Konnin  
19.40 Le Magazine De L'emploi  
19.48 Local: Les Grandes Lignes  
20.30 Local: Mots & Ecrits  
20.58 Local: Radio Vision  
23.00 Le Journal  
23.20 Local: Groov'in



07.00 Serial: Chacha Bhatija  
08.04 Mag: Tirth Yatra  
08.27 Vishnu Hindu Parishad  
08.53 Local: Anjoria  
09.19 Local: Virasat  
09.28 Local: Gyan Vigyan  
10.03 Serial: Suhani Si Ek Ladki  
11.27 Radha Krishna  
12.00 Film: Chatpati

Starring: Smita Patil, Raj Kiran, Reema Lagoo  
15.30 Serial: Badki Malkaain  
16.00 Serial: Agniphera  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Local: Amrit Vaani  
19.11 Local: Sawdhan... Against  
19.37 Local: Akshay Dhaara  
20.01 Local: Hunarbaaz  
20.30 Serial: Surya Puran  
21.37 Serial: Jag Jaanani Maa  
22.42 Jijaji Chhat Par Hain



06.03 Mag: Motorweek  
09.25 Fine Arts Sculptures  
09.32 Focus On Europe  
10.39 Beyond Men And Masculinity  
11.26 Doc: Sweet Magic  
12.00 Mag: Vous Et Nous  
12.25 Doc: World Heritage  
13.04 Doc: The Inside Story  
13.34 Doc: Tree Stories  
15.04 D.Anime: Kids Songs

15.22 D.Anime: Panda And Little...  
15.34 D.Anime: La Petite Ecole...  
15.42 D.Anime: Fast And Furious  
16.10 D.Anime: Fangbone  
16.39 D.Anime: Ubongo Kids  
17.10 Mag: Lab 360  
17.36 Mag: Healthy Living  
17.54 Doc: Sweet Magic  
17.55 Doc: Eco India  
18.30 Mag: Shift  
18.42 Mag: Carnet De Sante



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana  
15.21 Film: Mehndi Stars: Faraaz Khan, Rani Mukerji, Ushma Rathod  
18.00 Live: Samachar  
18.30 Kundali Bhagya  
19.00 Udaariyaan  
19.30 Kuch Rang Pyar Ke

Aise..  
20.00 Sasural Simar Ka 2  
20.30 Radha Krishna  
21.02 Anupamaa  
21.30 Mere Sai  
22.01 Kismat Ki Lakiron Se  
22.31 Kabhi Kabhie Lttefaq Sey  
22.59 Patiala Babes  
23.30 Film: Mehndi Stars: Faraaz Khan, Rani Mukerji...  
02.12 Kundali Bhagya  
02.30 Serial: Udaariyaan

**Le Socialiste**

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

**Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah**

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis  
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

**E-mail:** lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

**Website:** Lesocialiste.info

**Facebook:** Lesocialiste.info

## L'ONU veut mettre l'intelligence artificielle au service de l'humanité

L'intelligence artificielle (IA) n'est pas un secteur qui puisse s'autoréguler, a plaidé la patronne de l'institution de l'ONU spécialisée pour les technologies, avant l'ouverture d'un sommet à Genève réunissant experts, diplomates et robots humanoïdes.

**A** lors que la recherche en matière d'IA, en particulier générative, est en pleine expansion, les Nations unies appellent la communauté internationale à créer des règles et des garde-fous pour que ces technologies profitent à l'humanité sans la mettre en danger.

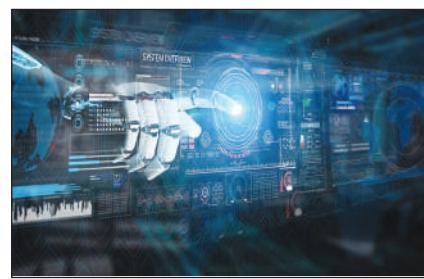
« J'espère que nous aboutirons à un projet clair sur la voie à suivre » à l'issue du sommet, a indiqué la secrétaire générale de l'Union internationale des télécommunications, l'Américaine Doreen Bogdan-Martin, aux journalistes.

Ce « sommet mondial sur l'IA au service du bien social », organisé jeudi et vendredi par l'UIT, doit réunir quelque 3 000 participants, dont des dirigeants de l'industrie, des universitaires et des décideurs.

Mme Bogdan-Martin a appelé à trouver un « équilibre » afin de « réglementer l'innovation sans l'étouffer ». Mais « ne rien faire n'est pas une option. L'humanité en dépend ».

Parmi les participants au sommet figurent le directeur technique d'Amazon Werner Vogels, la directrice des opérations de Google DeepMind, Lila Ibrahim, ou encore le légendaire gardien de football du Real Madrid et de l'équipe d'Espagne, Iker Casillas.

Ils seront rejoints par de nombreux robots spécialisés, dont neuf robots humanoïdes, qui montreront toute l'étendue de leurs capacités, allant de la



lutte contre les incendies à l'acheminement de l'aide humanitaire, en passant par la fourniture de soins de santé et l'appui à une agriculture durable.

Les Nations unies espèrent ainsi utiliser l'IA pour faire progresser ses objectifs sur des questions telles que la santé, le climat et la pauvreté. Pour son secrétaire général, Antonio Guterres, « ce sommet peut aider à faire en sorte que l'intelligence artificielle soit bénéfique pour l'humanité ».

### « Moment critique de l'Histoire »

D'une grande complexité technique, les systèmes d'IA fascinent autant qu'ils inquiètent. S'ils peuvent sauver des vies en permettant un bond en avant des diagnostics médicaux, ils sont aussi exploités par des régimes autoritaires pour exercer une surveillance de masse des citoyens.

La diffusion sur les réseaux sociaux de fausses images, plus vraies que nature, a alerté sur les risques de manipulation de l'opinion et les dangers pour la démocratie.

Il n'existe pas de règles internationales sur l'IA, mais l'Unesco a produit une recommandation sur l'éthique en 2021. Et fin mars, des centaines d'universitaires, patrons et personnalités, ont demandé un moratoire de six mois sur le développement des systèmes d'IA les plus puissants, en évoquant « des risques majeurs pour l'humanité ».

Pour le spécialiste de l'IA Gary

Marcus, « cette nouvelle technologie puissante se répand très largement et s'impose dans nos vies, alors que nous ne sommes vraiment pas préparés ».

« Nous sommes à un moment critique de l'Histoire où nous pouvons soit réussir et mettre en place la gouvernance mondiale dont nous avons besoin, soit échouer et nous retrouver dans la situation où quelques entreprises vont contrôler le destin d'un très grand nombre de personnes », a-t-il dit lors de la présentation du sommet de l'UIT.

Pour sa part, l'Union européenne espère conclure avant la fin de l'année le premier règlement au monde visant à encadrer l'innovation dans l'IA. Mais plus de 150 grandes entreprises ont averti que ce projet risquait de nuire à la compétitivité de l'UE, notamment par rapport aux États-Unis.

Gabriela Ramos, qui a supervisé au sein de l'Unesco le développement et l'adoption du premier instrument mondial visant à promouvoir l'éthique de l'IA, la réglementation est au contraire nécessaire pour attirer les investisseurs.

Elle pense en revanche qu'il n'est pas nécessaire de créer une organisation internationale supervisant l'IA, mais appellent les pays à mettre en place des institutions, à l'image des autorités de réglementation des médicaments, qui seraient chargées « au moins d'approuver les développements majeurs avant qu'ils ne soient mis sur le marché ».

Il faudrait, a-t-elle dit aux journalistes, que ces technologies soient également soumises à des audits, et s'assurer qu'elles soient « conformes aux droits de l'homme » et ne suivent pas uniquement des considérations commerciales et géopolitiques.

## L'atmosphère du Soleil chauffée par des « pluies », selon une étude

La sonde européenne Solar Orbiter est parvenue à observer de près les « pluies coronales », un phénomène qui explique les températures dépassant le million de degrés dans la couronne du Soleil, selon une étude présentée à la réunion nationale britannique d'astronomie.

Cette observation « est un pas immense pour la physique solaire », déclare l'astronome Patrick Antolin, de l'Université de Northumbrie, cité dans un communiqué. « Car elle nous fournit des indices importants sur les principaux mystères du Soleil », et notamment la façon dont est chauffée sa couronne.

Cette température « nous pose un souci », explique à l'AFP l'astronome Frédéric Auchère, de l'Institut d'astrophysique spatiale, qui a co-signé l'étude menée par Patrick Antolin, à paraître dans *Astronomy & Astrophysics*.

La température interne du Soleil, qui atteint quinze millions de degrés en son cœur, descend à environ 5 000 degrés à la surface de l'astre, la photosphère. Le souci est qu'elle remonte à environ un million de degrés au-delà, dans la couronne, qui est la couche la

plus externe de l'atmosphère du soleil, constituée de plasma, un gaz fortement ionisé.

« Si on suppose que la surface du Soleil est un radiateur, il devrait faire plus froid lorsqu'on s'en éloigne, pas plus chaud », résume Frédéric Auchère.

L'explication à ce réchauffement repose sur l'observation sans précédent des pluies coronales.

Les physiciens connaissaient déjà ce phénomène de condensation du plasma de la couronne qui se refroidit par endroits, et qui fait tomber des gouttes de plasma vers la surface du Soleil, comme de la pluie.

### Comme une « pluie fine »

C'est l'effet de cette pluie qu'ont pu observer les instruments imageurs de Solar Orbiter, lancée en 2020.

Leur précision révèle des amas de plasma atteignant plus de 200 km de large, et tombant « comme une pluie fine, alors qu'on y voyait avant de grosses averses », raconte M. Auchère.

Avec la gravité, ces gouttes tombent à une vitesse phénoménale, dépassant les 200 000 km/h, en suivant les boucles coronales, des lignes

de champ magnétique qui structurent toute l'atmosphère solaire.

Solar Orbiter révèle que les gouttes de pluie coronale vont se comprimer et chauffer dans l'atmosphère ultra-légère de la couronne avant de heurter la surface du Soleil, comme des étoiles filantes (ces particules de matière chauffées à blanc en entrant dans l'atmosphère terrestre). L'impact renvoie alors vers le haut de la matière et des ondes de choc qui réchauffent le plasma de la couronne.

« Ça semblerait confirmer que le chauffage ne se produit pas dans la couronne », mais depuis plus bas, à la surface du Soleil, selon l'astronome Frédéric Auchère.

Reste à expliquer le mécanisme physique de ce chauffage, ce qui implique « un gros travail de modélisation théorique ».

Mais aussi d'autres observations avec Solar Orbiter, qui s'est aventuré au plus près de l'astre en 2022, à un peu plus des deux-tiers de la distance séparant notre Terre du Soleil. Un exploit jamais atteint encore pour une sonde portant des télescopes et instruments censés fonctionner à l'abri d'un bouclier thermique porté à 500 degrés Celsius par les rayons solaires.

# La SADC organise un roadshow sur la Facilité Régionale de Financement des Infrastructures de Transmission à Maurice

Un roadshow et un atelier sur la mise en place et l'opérationnalisation de la Facilité de financement des infrastructures de transmission régionales (RTIFF) de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), organisés du 03 au 06 juillet 2023, se sont ouverts, à La Cannelle au Domaine Les Pailles. L'événement est une initiative conjointe du Secrétariat de la SADC et du Ministère de l'énergie et des services publics, visant à fournir des solutions à long terme aux défis du financement de l'énergie dans la région de la SADC.

Le RTIFF est un projet de mécanisme de financement des investissements financé par la Banque mondiale au Marché commun de l'Afrique orientale et australe et à la Banque du commerce et du développement. L'objectif est de canaliser et de mobiliser des financements vers des projets de transmission régionales prioritaires afin d'accélérer la mise en œuvre de projets qui interconnectent tous les États continentaux et permettent à de nouvelles sources de production d'augmenter le pool énergétique régional.

Le RTIFF a été identifié comme l'un des mécanismes viables pour le financement d'infrastructures énergétiques résilientes afin de sécuriser l'approvisionnement énergétique à long terme. Un concept détaillé de la RTIFF Facility, le plan de création du RTIFF et les instruments financiers et juridiques pour l'établissement et le fonctionnement du RTIFF à Maurice seront



présentés au cours de l'atelier de quatre jours.

Le projet qui doit se dérouler de 2020 à 2025 devrait obtenir des résultats qui contribuent à l'amélioration de l'environnement favorable et à la disponibilité de financements à long terme pour les investissements privés dans le sous-secteur des énergies renouvelables et le secteur des infrastructures en général.

Maurice peut par conséquent bénéficier en termes de financement de nouveaux projets dans le domaine des énergies renouvelables et du transport du gaz

naturel liquéfié (GNL) et de l'hydrogène comme carburant à l'avenir.

Le roadshow a été officiellement ouvert par le directeur des services techniques du ministère de l'énergie et des services publics, M. Jahajeeah Doumeraj, dans lequel il a souligné l'intégration régionale comme une force clé du développement durable pour promouvoir la croissance économique, réduire la pauvreté, favoriser le développement social et protéger l'environnement. Le directeur s'est également attardé sur le protocole de la SADC sur l'énergie qui invite les États membres à coopérer sur le développement énergétique, en

harmonisant les politiques, les stratégies et les procédures dans toute la région pour assurer la sécurité, la fiabilité et la durabilité de l'approvisionnement énergétique.

L'atelier mettra également en évidence d'autres programmes et projets clés tels que les plates-formes concurrentielles du marché de l'électricité du Pool énergétique d'Afrique australe, l'offre de services de l'Unité d'accélération de projet sur le développement de projets, le développement du code de réseau régional et des cadres réglementaires, et les développements dans les énergies renouvelables et secteurs de l'efficacité énergétique.

## Programme complet de logements en béton: La ministre Daureeawoo remet les clés des logements à 20 familles



Un total de 20 familles éligibles au Social Register of Mauritius (SRM), ont reçu les clés de leurs logements par la ministre de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale, Mme Fazila Jeewa-Daureeawoo, à Port Louis.

Cette initiative, dans le cadre du Full Concrete Housing (FCH) Unit Scheme, est une collaboration conjointe du ministère de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale et de la National Empowerment Foundation.

Dans son allocution, la ministre Daureeawoo a indiqué que l'objectif du projet FCH est de fournir des logements décents aux familles vul-

nérables éligibles afin qu'elles puissent vivre dans la dignité et améliorer leurs conditions de vie ainsi qu'offrir un environnement sûr, sécurisé et paisible à leurs enfants.

Elle a souligné la nécessité pour les bénéficiaires de faire plus d'efforts, de sacrifices, de discipline et de détermination pour œuvrer à un avenir meilleur pour eux-mêmes et leurs enfants. Le gouvernement, a-t-elle indiqué, met beaucoup d'accent sur l'atténuation des mauvaises conditions de vie de ceux qui se trouvent aux échelons inférieurs de l'échelle sociale malgré la pandémie de COVID-19 et la guerre entre l'Ukraine et la Russie.

La ministre a indiqué que plusieurs

dispositifs ont été mis à la disposition des personnes vulnérables pour les accompagner et leur donner les moyens de sortir du cycle de la pauvreté. Dans cette entreprise, le gouvernement a élaboré le plan Marshall et ses programmes de réduction de la pauvreté et d'autonomisation pour garantir que les familles vulnérables se tiennent debout et bénéficient d'un revenu décent.

En outre, elle a parlé de la détermination du gouvernement à construire quelque 12 000 unités résidentielles abordables à travers le pays pour une société plus inclusive. Elle a ajouté que le seuil d'inscription des familles dans le SRM a été augmenté afin de fournir un soutien et une assistance à davantage de personnes. La ministre Jeewa-Daureeawoo a exhorté davantage de personnes à s'inscrire auprès du SRM pour bénéficier de toutes les installations et du soutien fournis par le gouvernement.

### Programme complet d'unités de logement en béton

Le bénéficiaire du FCH Scheme doit être éligible au SRM et être le propriétaire du terrain. Les bénéficiaires sont tenus de contribuer à environ 20 % du coût du projet. Les logements sont dotés de toutes les installations nécessaires, des commodités, de la sécurité et d'un environnement harmonieux où les bénéficiaires peuvent vivre une vie active et saine dans de meilleures conditions.

## Le ministre Gobin reçoit une délégation de la Banque africaine de développement

Le ministre de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire, M. Maneesh Gobin, a reçu, au siège de son ministère à Port Louis, une délégation de la Banque africaine de développement conduite par le chef de division, Agriculture Afrique australe, M. Vij Neeraj.

De hauts fonctionnaires du ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire étaient également présents lors de la réunion, qui visait à discuter de la mise en place d'une zone spéciale de transformation agricole (SAPZ) à Maurice.

Il est rappelé que la Banque africaine de développement a approuvé une subvention au ministère de l'agro-industrie et de la sécurité alimentaire pour couvrir les frais de recrutement d'un cabinet de conseil pour réaliser une étude de faisabilité et l'élaboration d'un plan de mise en place d'un projet SAPZ à Maurice. À ce titre, le ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire a retenu les services de conseil de Mahindra Consulting Engineers (MACE) Ltd pour : entreprendre une étude de faisabilité complète et des plans directeurs pour la SAPZ de Maurice ; présenter des rapports de faisabilité et des plans directeurs au gouvernement et aux parties prenantes ; et fournir une assistance technique pour la coordination et la gestion du projet.

L'objectif global de la création et de la mise en œuvre d'une SAPZ est de fournir un environnement propice pour attirer les investisseurs privés et autonomiser les entrepreneurs (y compris les jeunes et les femmes) dans la transformation et la valeur ajoutée des produits agricoles. Le SAPZ contribuera à contribuer à la croissance et au développement économiques du pays, à assurer la sécurité nutritionnelle et alimentaire, à minimiser le gaspillage de produits agricoles, la substitution des importations, la création d'emplois et à stimuler le commerce de manière inclusive et durable.

Le projet est conforme à la vision du gouvernement de transformer le secteur non sucrier en une industrie agroalimentaire diversifiée et compétitive, d'offrir des opportunités d'emploi aux jeunes et de renforcer la résilience de l'île à la crise alimentaire associée au COVID-19 et au changement climatique d'ici 2030.

Il est à noter qu'un atelier de validation s'est tenu le 05 juillet 2023 afin que les consultants puissent présenter leur étude de faisabilité et leurs schémas directeurs aux représentants du gouvernement et autres parties prenantes.

## France

# Les agressions contre les maires, "une incarnation du malaise démocratique"

**Lors des émeutes qui ont éclaté après la mort de Nahel, 17 ans, tué par un policier mardi 27 juin, une partie de la colère s'est tournée vers les élus locaux, notamment les maires. Alors que plusieurs d'entre eux ont été ciblés, la violence semble avoir atteint son paroxysme dimanche, lorsque le domicile de l'édile de L'Haÿ-les-Roses, dans le Val-de-Marne, a été attaqué par une voiture bélier.**

Parce que nous agissons, nous sommes menacés, nous sommes insultés, nous sommes agressés. Cela ne peut plus durer", a lancé Thierry Falconnet, maire socialiste de Chenôve. Des dizaines de personnes se sont réunies lundi 3 juillet dans cette commune populaire de la banlieue de Dijon, comme à Brest, Saint-Denis, Paris ou encore Nanterre, en soutien au maire de L'Haÿ-les-Roses, Vincent Jeanbrun, dont le domicile a été attaqué dimanche lors des émeutes déclenchées par la mort du jeune Nahel, tué par un policier.

Vers 1 h 30 du matin, alors que l'édile dormait à l'hôtel de ville, une voiture bélier a été délibérément lancée contre son domicile, déclenchant un incendie. Son épouse, Mélanie Nowak, également élue municipale, présente sur les lieux, s'est cassé le tibia en essayant de fuir avec leurs deux enfants de 5 et 7 ans. Une enquête pour tentative d'assassinat a été ouverte.

"Cette nuit, un cap a été franchi dans l'horreur et l'ignominie", a écrit Vincent Jeanbrun dimanche matin sur Twitter. "C'est une tentative d'assassinat d'une lâcheté inqualifiable", a poursuivi l'édile, dont la ville, située à cinq kilomètres de Paris, compte plus de 30 000 habitants.

## "C'est la maire, on va se la faire"

"Cet événement rappelle que les maires et élus locaux se trouvent en première ligne face à la colère d'une partie de la population. Cela est inhérent à leur fonction d'élu de proximité", explique Dorian Dreuil, expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, spécialiste des enjeux de mobilisation citoyenne et de démocratie. "Alors qu'au-paravant, ils étaient perçus comme des interlocuteurs vers qui se tourner pour communiquer ses frustrations, ils cristallisent désormais la défiance envers l'État et la vie politique."

"C'est l'incarnation d'un malaise démocratique : plus les tensions dans la société augmentent autour des enjeux d'inégalités et de qualité de vie, plus la population se



détache des institutions, plus la tâche des maires et des élus devient difficile", résume le spécialiste. "En attaquant le maire de L'Haÿ-les-Roses, ce n'est donc pas tant l'homme qui a été agressé que ce qu'il représente – l'État, le gouvernement et la vie politique."

Car l'attaque de L'Haÿ-les-Roses est loin d'avoir été un cas isolé ces derniers jours. "Tuez le maire", s'est entendu dire Bernard Jamet, premier magistrat de Sannois, une commune de 26 000 habitants du Val-d'Oise, pris à partie jeudi soir alors qu'il tentait d'empêcher un groupe de s'attaquer à la mairie. À Pontoise, la maire Stéphanie Von Euw (Libres !) a vu une fusée d'artifice s'écraser devant sa voiture. "J'ai entendu 'C'est la maire, on va se la faire'", a-t-elle témoigné sur Europe 1, brûlée à la cheville.

Dans l'agglomération de Tours, le véhicule d'Emmanuel François, maire de Saint-Pierre-des-Corps, a été incendié sous ses yeux dans la nuit de jeudi à vendredi. Le lendemain, des émeutiers se sont introduits dans le jardin du maire de La Riche, avant d'incendier sa voiture de fonction. Au total, le président de l'Association des maires de France (AMF), David Lisnard, a fait état auprès de l'AFP de "50 mairies ou bâtiments municipaux attaqués" depuis mardi 27 juin – "une première dans l'histoire du pays".

"Nous sommes les réceptacles de toutes les frustrations et de toutes les colères", abonde Damien Allouch, maire socialiste d'Épinay-sous-Sénart, dans l'Essonne, et secrétaire général de l'Association des maires ville et banlieue de

mois des menaces et intimidations de certains habitants et de groupes d'extrême droite en raison d'un projet de transfert d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada). Depuis, les témoignages d'élus se sont multipliés, relatant des faits de véhicules sabotés, de harcèlement, de campagnes de dénigrement anonymes ou encore de menaces avec une arme à feu.

"Il est de plus en plus difficile de faire notre travail", dénonce Murielle Fabre, élue à Lampertheim (Bas-Rhin) et secrétaire générale de l'Association des maires de France. "Et c'est un symptôme de la dégradation du climat social et politique dans le pays alors que nous subissons crise après crise – les Gilets jaunes, le Covid-19, les retraites..." Autre élément décisif, selon l'édile : les réseaux sociaux. "Il y a une hystérisation des propos, proférés sans filtre, qui relèvent souvent de l'injonction agressive, dénonce-t-elle. "Et cette brutalité peut déborder dans le monde réel, justifiant pour certains un passage à l'acte physique."

Signe de ce climat délétère, près de 1 300 élus ont raccroché leur écharpe depuis les dernières élections municipales de 2020 – sur les quelque 35 000 communes que compte l'Hexagone. Un chiffre inédit.

## "Redonner du sens au rôle de maire"

Dans la foulée de la démission du maire de Saint-Brévin, l'exécutif avait présenté mardi tout un panel de mesures pour mieux protéger les élus locaux. Ce "pack sécurité" prévoit notamment la formation de gendarmes ou policiers désignés pour devenir les interlocuteurs privilégiés des victimes – une opération censée permettre une intervention plus rapide en cas d'appel au 17. Un observatoire a aussi été mis en place par le ministère de l'Intérieur, destiné à évaluer le phénomène des agressions d'élus, à le comprendre et à le cartographier.

Surtout, les peines judiciaires encourues devraient être alourdis et alignées sur celles concernant les atteintes aux personnels en uniforme (gendarmes, policiers, pompiers...). L'agression d'un élu deviendrait ainsi possible de 3 à 7 ans de prison et de 75 000 à 100 000 euros d'amende.

"Il est temps d'agir", insiste Murielle Fabre. "Si renforcer les sanctions est indispensable, il faut aussi faire des changements en profondeur et redonner du sens au rôle de maire. Et pour cela, il faut permettre aux élus de répondre davantage aux demandes des concitoyens en améliorant les conditions d'exercice des mandats."

## Des agressions en constante augmentation

Si les agressions de ces derniers jours sont à analyser dans le contexte spécifique des émeutes liées à la mort du jeune Nahel et à la situation dans les banlieues françaises, elles viennent en réalité faire écho à un phénomène bien plus large. Entre 2021 et 2022, le nombre d'agressions d'élus en France s'est envolé, passant de 1 720 à 2 265, soit un bond de 32 %, selon le ministère de l'Intérieur.

En mai, la très médiatique démission du maire de Saint-Brévin-les-Pins (Loire-Atlantique) Yannick Morez après l'incendie criminel de sa maison en est devenue le symbole. L'édile subissait depuis plusieurs

## UE: près d'un million de demandes d'asile en 2022, record depuis 2016

Quelque 996 000 demandes d'asile ont été enregistrées en 2022 dans les pays européens, le niveau le plus élevé depuis 2016, selon le rapport annuel de l'Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA) publié mardi.

Ces demandeurs, dont le nombre a été révisé à la hausse par rapport aux données provisoires publiées en février (966 000), s'ajoutent aux 4 millions d'Ukrainiens qui ont fui l'invasion russe et bénéficient dans l'UE d'un statut particulier de protection temporaire, précise l'AUEA, soulignant la "pression" exercée sur les systèmes d'accueil nationaux.

Ces chiffres concernent les 27 pays de l'Union européenne, la Suisse, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein.

Ils sont publiés alors que l'UE est en train de négocier une réforme de sa politique migratoire, prévoyant un système de solidarité entre États membres dans l'accueil des demandeurs d'asile, et une procédure d'examen accélérée aux frontières des demandes ayant le moins de chance d'aboutir, afin de faciliter les renvois des migrants vers leurs pays d'origine ou de transit.

Les demandeurs d'asile, qui sont des hommes dans 71 % des cas, sont principalement originaires de Syrie (138 000

demandes), d'Afghanistan (132 000), de Turquie (58 000), du Venezuela (51 000) et de Colombie (43 000).

Une partie des demandes sont déposées par des personnes arrivées légalement dans l'UE: c'est le cas pour les Colombiens et Vénézuéliens, qui ont un accès sans visa.

En 2015-2016, lors de l'afflux de réfugiés en Europe provoqué notamment par l'enlisement du conflit en Syrie, le nombre de demandeurs d'asile avait atteint 1,3 million (en 2015) et 1,2 million (en 2016).

En 2022, cinq pays ont concentré 70 % des demandes d'asile: Allemagne (244

000), France (156 000), Espagne (118 000), Autriche (109 000), Italie (84 000).

Quelque 39 % des demandes d'asile ont reçu une réponse positive, ce qui correspond au «taux de reconnaissance» le plus élevé depuis 2017. Les nationalités bénéficiant des plus forts taux de reconnaissance sont les Syriens (93 %), les Ukrainiens (86 %) et les Érythréens (84 %).

Le nombre de décisions en attente s'est élevé fin 2022 à 899 000.

Quelque 42 000 demandes ont été présentées par des mineurs non accompagnés, dont les deux tiers étaient originaires d'Afghanistan et de Syrie.

# Israël : un attentat à la voiture-bélier fait plusieurs blessés à Tel-Aviv

Au moins sept personnes ont été blessées mardi dans une rue commerçante de Tel-Aviv par "une voiture qui a attaqué un certain nombre de civils" selon la police. Cette dernière a précisé que le conducteur, qui a été "neutralisé", est sorti de son véhicule "pour poignarder des civils avec un objet tranchant".

Un attentat à la voiture-bélier a fait sept blessés mardi à Tel-Aviv, pendant que l'armée israélienne poursuivait une opération de grande envergure dans laquelle dix Palestiniens ont été tués dans la ville et le camp de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie.

La police a déclaré avoir reçu des informations concernant "une voiture qui a attaqué un certain nombre de civils" dans le nord de Tel-Aviv et ajouté qu'elle avait "neutralisé l'assailant".

"Il semble que le suspect conduisait un véhicule allant du sud au nord, qu'il a foncé sur des piétons qui se trouvaient dans une rue commerçante et qu'il est sorti de son véhicule pour poignarder des civils avec un objet tranchant", a déclaré la police.

Des médecins ont indiqué qu'ils soignaient cinq blessés, la police précisant de son côté que le nombre total de blessés s'élevait à sept.

Khaled el Batsh, un haut responsable du Jihad islamique, mouvement soutenu par l'Iran, a loué l'attaque, qualifiée de "réponse initiale et naturelle de la résistance face à ce qu'il s'est passé à Jénine", sans pour



autant en revendiquer la responsabilité.

Une vidéo, diffusée sur les réseaux sociaux, montre un pick-up roulant sur un trottoir près d'un centre commercial avant de s'engouffrer sur une piste cyclable. Un porte-parole du service ambulancier a indiqué que certaines victimes présentaient des blessures à l'arme blanche.

## Opération à Jénine

Cet événement s'est produit au moment où l'armée israélienne poursuit une opération de grande envergure dans laquelle dix Palestiniens ont été tués, dans la ville et le camp de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie.

L'armée a annoncé avoir "neutralisé" un puits souterrain utilisé pour stocker des explosifs à Jénine. "De plus, les soldats ont

localisé et démantelé deux salles opérationnelles appartenant à des organisations terroristes de la zone", a ajouté l'armée mardi dans un communiqué.

Les forces israéliennes ont frappé "un centre d'opérations conjointes" d'un groupe armé local, la Brigade de Jénine, un dépôt d'armes, un site "d'observation et de reconnaissance" et une cache servant à des auteurs présumés d'attaques contre des cibles israéliennes, selon l'armée.

"Cent-vingt suspects palestiniens" ont été appréhendés depuis lundi tandis "qu'environ 300 terroristes armés se trouvent encore à Jénine, la plupart cachés", a indiqué l'armée.

La ville de Jénine et le camp de réfugiés adjacent, bastion de groupes armés palesti

niens, ont été visés à plusieurs reprises par des opérations israéliennes.

Le nord de la Cisjordanie a connu une récente vague d'attaques contre des Israéliens ainsi que des violences anti-palestiniennes de la part de colons juifs.

Selon le ministère palestinien de la Santé, dix Palestiniens ont été tués et 100 blessés, dont 20 sont dans un état grave.

"Nos forces sont entrées dans le nid de terroristes à Jénine [...], elles sont en train de détruire des centres de commandement et de s'emparer d'une quantité d'armes considérable", a déclaré lundi le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Il s'agit d'"une guerre ouverte contre la population à Jénine", a dénoncé le ministère palestinien des Affaires étrangères.

# Jens Stoltenberg reconduit pour un an à la tête de l'OTAN

Les membres de l'OTAN ont reconduit mardi pour un an le Norvégien Jens Stoltenberg à la tête de l'Alliance, faute d'avoir pu trouver un candidat pour lui succéder, 16 mois après le début de l'invasion russe en Ukraine.

« Je suis honoré de la décision des alliés de l'OTAN d'étendre mon mandat de secrétaire général jusqu'au 1er octobre 2024 », a tweeté l'ancien premier ministre norvégien, 64 ans, à la tête de l'Alliance depuis 2014.

« Les liens transatlantiques entre l'Europe et l'Amérique du Nord ont garanti notre liberté et notre sécurité depuis près de 75 ans, et, dans un monde plus dangereux, notre Alliance est plus importante que jamais », a-t-il souligné, à quelques jours d'un sommet crucial à Vilnius.

La question de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN sera au cœur de la grand-messe de l'Alliance dans la capitale lituanienne. Si une adhésion tant que l'offensive militaire russe se poursuit est exclue, Kiev veut des assurances pour la suite.

« Nous avons besoin d'un signal très clair et intelligible lors du sommet de Vilnius, selon lequel l'Ukraine peut devenir un membre à part entière de l'OTAN après la guerre », a récemment martelé le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Lors d'un échange téléphonique mardi après-midi avec ce dernier, Jens Stoltenberg a insisté sur sa volonté d'aboutir à des progrès tangibles la semaine prochaine.

« À Vilnius, les alliés prendront des décisions pour intensifier l'aide sur le long terme, renforcer nos liens politiques et faire en sorte que l'Ukraine se rapproche de l'OTAN », a-t-il tweeté à l'issue de cette «



très bonne conversation ».

La prolongation de Jens Stoltenberg, attendue depuis plusieurs semaines, a été entérinée lors d'une réunion des ambassadeurs des 31 pays membres au siège de l'organisation, à Bruxelles.

Elle signifie qu'il sera présent en juillet 2024 au sommet du 75e anniversaire de l'OTAN, à Washington, après une décennie à la tête de l'organisation.

S'il répétait qu'il ne cherchait pas être prolongé, il n'avait jamais fermé la porte à une telle hypothèse.

Plusieurs noms ont circulé ces derniers mois pour lui succéder, parmi lesquels ceux de la première ministre danoise Mette

Frederiksen et du ministre britannique de la Défense Ben Wallace, mais aucun n'a finalement été retenu.

Certains diplomates s'inquiètent que le choix de son successeur, reporté d'un an, ne soit rendu plus difficile encore par l'approche des élections européennes (juin 2024), qui donneront le coup d'envoi du renouvellement des postes clés des principales institutions de l'UE, mais aussi américaines (novembre 2024).

## La Suède dans l'attente

Le président américain Joe Biden a salué le « leadership constant » de Jens Stoltenberg, qui a « permis à notre Alliance de relever les défis les plus significatifs en matière de sécurité en Europe depuis la

Deuxième Guerre mondiale ».

« Excellente nouvelle », s'est félicité le chef de la diplomatie ukrainienne Dmytro Kouleba. « Les temps difficiles exigent un leadership fort. Jens Stoltenberg l'a démontré. Je suis impatient de poursuivre notre coopération ».

Le premier ministre britannique Rishi Sunak, qui avait soutenu la candidature de Ben Wallace, a simplement salué l'évolution de l'OTAN face « à de nouvelles menaces » sous le leadership du Norvégien et s'est dit déterminé à « poursuivre ce travail ensemble ».

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a bouleversé la sécurité en Europe et rebattu les cartes, poussant la Finlande et la Suède à vouloir rejoindre le parapluie protecteur de l'OTAN. L'article 5 de l'Alliance stipule qu'une attaque contre un membre « sera considérée comme une attaque contre tous les membres ».

Après trois décennies de non-alignement militaire, la Finlande, qui partage une frontière de 1300 kilomètres de long avec la Russie, est devenue début avril le 31e pays membre de l'OTAN.

Le sort de la Suède se heurte encore aux objections de la Turquie. Des pourparlers sur ce dossier sont prévus jeudi à Bruxelles avec des représentants des deux pays.

La Turquie restera insensible à la « pression » et s'opposera à l'adhésion de la Suède si celle-ci constitue un « fardeau » pour l'Alliance atlantique, a lancé mardi le chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan.

Le premier ministre suédois Ulf Kristersson doit être reçu mercredi à la Maison-Blanche pour un échange centré sur cette question.

# Après sept nuits d'émeutes, Emmanuel Macron croit que le « pic » est passé

Le président français Emmanuel Macron est resté « très prudent » sur le retour au calme après sept nuits consécutives d'émeutes en France qui ont fait des dégâts considérables, mais il a estimé que « le pic » était passé, en recevant à la présidence les maires des villes parmi les plus touchées.

« Est-ce que le retour au calme est durable ? Je serai prudent, mais le pic que nous avons connu ces derniers jours est passé », a affirmé le chef de l'État, selon un participant.

« C'est l'ordre durable, républicain que nous voulons tous, auquel nous allons nous atteler. C'est la priorité absolue », a-t-il ajouté, tout en remerciant les élus et « avec la même solennité » l'ensemble des policiers, gendarmes, policiers municipaux et pompiers.

Une semaine après la mort d'un jeune tué par un policier près de Paris lors d'un contrôle routier, la nuit a été marquée par un moins grand nombre d'interpellations, seulement 72 dont 24 à Paris et sa proche banlieue, contre plusieurs centaines au plus fort des violences.

De nouvelles destructions ont néanmoins eu lieu et des locaux de police ou de gendarmerie ont été attaqués et mardi soir, les bus et tramways de région parisienne s'arrêteront à nouveau dès 22 h.

Cet horaire destiné à préserver la sécurité des agents et des voyageurs est néanmoins décalé d'une heure par rapport aux



jours précédents.

Selon les chiffres transmis mardi à l'AFP par le ministère français de l'Intérieur, 3486 personnes ont été interpellées, 12 202 véhicules incendiés, 1105 bâtiments brûlés ou dégradés et 209 locaux de la police nationale, de la gendarmerie ou des polices municipales attaquées depuis la nuit du 27 au 28 juin.

## « Comprendre en profondeur »

En particulier, une soixantaine d'établissements scolaires ont subi des dégâts importants.

Et « plus de 1000 commerces ont été soit vandalisés, soit agressés, soit incendiés », a indiqué mardi le ministre de

l'Économie Bruno Le Maire, en déplacement dans l'Essonne près de Paris, en annonçant à une aide « au cas par cas » pour « les plus touchés », en complément d'un soutien promis par les assureurs.

Alors que les grandes vacances d'été ont commencé pour une grande partie de la jeunesse française, le gouvernement maintient depuis une semaine des moyens de maintien de l'ordre de massifs.

Près de 45 000 policiers et gendarmes ont été mobilisés lundi soir pour la troisième nuit consécutive pour tenter d'enrayer les violences, qui ont atteint un paroxysme dimanche avec l'attaque à la voiture-bélier du domicile d'un éléu de la banlieue sud de Paris, le maire de L'Haÿ-les-Roses, Vincent Jeanbrun, dont la famille a dû s'enfuir.

En consultant les maires, le président Macron veut « débuter un travail minutieux et de plus long terme pour comprendre en profondeur les raisons qui ont conduit à ces événements », ont précisé ses services.

Comme en 2005, les émeutiers expriment une « haine » de la police avec une violence désormais « banalisée » et le sentiment renforcé d'être rejetés, notamment pour les jeunes d'origine étrangère et de confession musulmane, souligne le sociologue français Olivier Galland, chercheur auprès du grand organisme scientifique français du CNRS.

Pour son collègue, Denis Merklen, professeur à l'université Sorbonne nouvelle et spécialiste de l'Amérique latine, les émeutes

tiers attaquent les symboles de l'État car ceux-ci sont largement présents dans les quartiers pauvres, contrairement à d'autres régions du monde où l'État a déserté.

## Sanctionner les parents

« Tout le monde le répète, il y a un problème énorme de la relation de la police avec ce type de population », dit-il, « surtout quand ça dure depuis 40 ans ».

Les violences ont éclaté le 27 juin, après la mort de Nahel M., un adolescent de 17 ans dont la famille est originaire du Maghreb. Il a été tué d'un tir à bout portant par un motard de la police, à la suite d'un refus d'obtempérer à Nanterre. La scène a été capturée par une vidéo amateur.

Dimanche, sa grand-mère a appelé au calme et à cesser la casse.

Sur le terrain judiciaire, la réponse aux saccages et pillages ne s'est pas fait attendre : 374 personnes ont été jugées en comparution immédiate depuis vendredi, selon le ministère de la Justice.

Le président Emmanuel Macron et son gouvernement ont aussi relancé l'idée, récurrente à droite, de sanctionner financièrement les parents.

« Il faudrait qu'à la première infraction, on arrive à sanctionner financièrement et facilement les familles, une sorte de tarif minimum dès la première connerie », a glissé lundi soir le chef de l'État, lors d'une visite dans une caserne de police de la capitale.

# Quel visage aura l'après-Poutine ?



À 2000 kilomètres de Moscou, le bain de foule. Jeudi dernier, le président russe, Vladimir Poutine, s'est payé un rare contact avec sa population en apparaissant telle une rockstar au milieu d'une foule venue à sa rencontre dans la petite ville de Derbent, au bord de la mer Caspienne.

Moins d'une semaine après avoir fait face à une mutinerie sans précédent orchestrée par son allié de longue date et chef du groupe paramilitaire Wagner, Evgueni Prigojine, Poutine cherche à redorer son image par tous les moyens. Il veut faire oublier les failles de la guerre en Ukraine ainsi que dans le « système Poutine » même, que les frondeurs de Wagner viennent de révéler au grand jour. Un système qui se rapproche un peu plus du point de rupture risquant de faire chuter l'homme désormais affaibli du Kremlin. Et cette question qui désormais s'impose : s'il tombe, qui va être là pour le remplacer ? Voici le portrait des aspirants potentiels tracé par Le Devoir.

## Mikhail Michoustine, premier ministre de la Russie

C'est dans l'ordre normal des choses. Si Vladimir Poutine devait, de lui-même ou par la force, quitter le Kremlin, Michoustine deviendrait automatiquement président par intérim de la Russie, avec pour mandat de déclencher des élections dans les trois mois suivants. Ce fonctionnaire ordinaire, qui a passé une grande partie de sa carrière au service des impôts de la Fédération de Russie, a des ambitions plus administratives que politiques et devrait ainsi s'en tenir à son strict rôle de transition.

## Nikolaï Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité de Russie

Il est un des six hommes du cercle restreint de l'actuel président, mais également celui dont le nom revient en boucle dans les conversations portant sur la suc-

cession de Vladimir Poutine. Sans doute pour le pire. En effet, l'ancien chef du FSB, l'agence de renseignement intérieur russe, partage avec Poutine, à qui il a succédé en 1999 à la tête de ce service fédéral, la même haine de l'Occident, celle à la base de l'impérialisme nationaliste qui a entraîné la Russie dans un conflit avec l'Ukraine. Partisan d'une ligne dure, face à l'OTAN comme face aux mouvements d'opposition germane au sein du pays, Patrouchev pourrait ainsi profiter d'une rupture pour imposer la continuité du système Poutine.

## Dimitri Patrouchev, ministre de l'Agriculture

Fils de Nikolaï, à 44 ans, ce jeune banquier et politicien, formé à l'académie du FSB, est désormais perçu comme un dirigeant héréditaire de plus en plus crédible pour assurer la survie du régime, en contribuant à son rajeunissement. « Un changement de garde au Kremlin va être l'occasion d'un changement de génération et Dimitri devient dès lors un candidat possible », résume en entrevue au Devoir le spécialiste de la Russie Mark Galeotti, directeur du Mayak Intelligence, joint à Londres. « Tout successeur à Poutine va

aussi chercher à mettre fin à la guerre en Ukraine, mais pas à n'importe quelles conditions pour la Russie », un objectif que le jeune politicien, par sa formation et sa filiation, a tout pour atteindre.

## Alexeï Dioumine, vétéran du Service de la Garde fédérale

C'est le favori de Poutine à sa propre succession, dit-on, ce qui avantage ce militaire, ex-commandant de forces spéciales russes durant l'annexion de la Crimée en 2014, autant que cela pourrait lui nuire, dans la perspective d'une scission ou d'une guerre de pouvoir au sein du cercle rapproché de l'actuel président russe. Nommé gouverneur de la région de Tula en 2016, ce proche du numéro 1 du Kremlin, qui un jour aurait sauvé la vie de Poutine lors de l'attaque d'un ours, tout en préservant celle de l'animal, serait le mieux placé pour permettre au président de jouir d'une retraite tranquille, toujours proche du pouvoir russe, mais surtout loin des tourments qui pourraient venir de La Haye et de son tribunal pénal international.

## Alexandre Bortnikov, directeur du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB)

À 71 ans, ce spécialiste du contre-espionnage a la feuille de route et tous les stigmates qu'il faut pour succéder à Vladimir Poutine, qu'il a côtoyé dans les années 1970 et 1980 au sein du FSB, avant d'en être nommé le grand patron par l'homme fort du Kremlin en 2008. En 2014, il a été interdit de visa par l'Union européenne pour son rôle actif dans la première invasion de l'Ukraine. En 2021, les États-Unis ont décidé de le sanctionner pour sa participation, selon Washington, à l'empoisonnement de l'opposant politique Alexeï Navalny, mais aussi pour son soutien à la guerre d'invasion lancé par Moscou contre Kiev.

## Sergueï Sobianine, maire de Moscou

Il devient de plus en plus possible pour le premier édile de la capitale russe de se faufiler au sommet de l'État à la faveur de candidatures anciennement proéminentes que les événements récents viennent de compromettre lourdement. C'est le cas de celle du grand patron de Wagner, Evgueni Prigojine, dont l'avenir est désormais incertain sur le territoire russe, ou celle du ministre de la défense, Sergueï Choigou, entaché tant par la mutinerie des derniers jours que par son incapacité à faire tomber Kiev plus d'un an après l'invasion russe en Ukraine. Sobianine, 64 ans, a été mis au monde, politiquement, par Poutine, mais dispose à l'international d'une image de « libéral » qui pourrait contribuer à cette désescalade nécessaire pour commencer à penser sortir de la crise géopolitique en cours.

## Alexeï Navalny, militant anticorruption

Il faudrait plus que la chute du dictateur Poutine. Il faudrait une véritable révolution en Russie pour porter au pouvoir cette bête noire du régime, victime d'une tentative de meurtre par empoisonnement orchestrée par le Kremlin et actuellement emprisonné sous des accusations opportunes dans un pénitencier à haute sécurité. Même derrière les barreaux, Navalny continue de dénoncer la violence, la corruption et l'hypocrisie du régime de Vladimir Poutine tout comme la guerre injustifiée lancée contre l'Ukraine. Mardi dernier, son équipe de communication, toujours très active, a ironisé sur Twitter, en se demandant qui, de Navalny ou d'Evgueni Prigojine, à l'origine d'une mutinerie, était le véritable extrémiste menaçant le sommet de l'État russe. Ses chances de marcher sur les traces de Nelson Mandela, pour passer des geôles au Kremlin, restent toutefois très minces. Pour le moment, du moins.

# Cancer du rectum : ce traitement efficace améliorerait vos chances de survie !

Voilà 20 ans qu'aucune découverte n'avait été faite contre les cancers du rectum avancés. Sans parler de nouveautés, une étude vient toutefois confirmer l'efficacité d'une chimiothérapie dans l'amélioration du pronostic vital et de la qualité de vie, avec un recul de 7 ans.

La chimiothérapie nommée Folfox est déjà prescrite en France et dans plusieurs pays du monde en première intention, dans la prise en charge des cancers du rectum (mais aussi du pancréas).

Pour évaluer précisément tous ses impacts dans le cancer du rectum, cette molécule a été mise sous observation pendant 7 ans.

Et ce dans le cadre de l'étude PRODIGE 23\* dont les résultats ont été présentés à l'occasion du Congrès de l'American Society of Clinical Oncology (ASCO), organisé à Chicago du 2 au 6 juin 2023.

## « Un stade localement avancé, mais opérable »

Comment s'est déroulée l'étude en question ? Elle a été menée auprès de 461 patients recrutés à travers 35 hôpitaux français dont 12 centres de lutte contre le cancer. Le suivi a été mené entre juin 2012 et juin 2017.

Les patients inclus ont tous été diagnostiqués pour un cancer du rectum à un stade localement avancé, mais



opérable. Aucun antécédent de traitement ni état métastatique n'était survenu avant l'inclusion.

La chimiothérapie Folfox a été prescrite avant la radiochimiothérapie et la chirurgie, les deux indications de référence.

Cette molécule « est à ce jour l'option la plus efficace »,

affirme le Pr Thierry Conroy, principal auteur de ce travail. Elle entraîne « une amélioration de la survie sans maladie, une réduction significative de l'apparition de métastases, et le maintien voire l'amélioration de la qualité de vie ».

## Quels symptômes, quels diagnostics ?

Les principaux symptômes du cancer du rectum incitant à la consultation relèvent de douleurs abdominales, de présence de sang dans les selles (selles rouges foncées ou noires), de troubles du transit intestinal (alternance de diarrhées et de constipation, nausées, fuites fécales, sensation d'évacuation incomplète, selles fines, douleurs à l'expulsion), de situations d'urgence (occlusion intestinale, perforation intestinale), d'une anémie\*\*, d'une fatigue importante, inhabituelle et prolongée ainsi que d'une perte de poids.

Le cancer du rectum peut se détecter au moyen d'une prise de sang attestant de la présence de sang dans les selles, du test immunologique proposé dans le cadre du dépistage organisé, d'une rectoscopie puis d'une coloscopie afin de confirmer le diagnostic.

# Alzheimer : les effets positifs de la musique

La maladie d'Alzheimer touche 40 millions de personnes dans le monde dont 900 000 en France. Aujourd'hui incurable, elle entraîne une perte progressive et irréversible des fonctions mentales. Certains travaux en neuroscience ont permis de démontrer les bienfaits de la musique chez les personnes malades.

La musique a de multiples vertus pour les malades d'Alzheimer. Elle permet de stimuler les capacités mémorielles et les facultés à communiquer. Une étude menée par l'Université d'Helsinki dans le Journal of Alzheimer's Disease a mis en avant les bienfaits de la musique.

## La musique : un stimulateur cognitif

Au total, 89 binômes composés d'un soignant et d'un patient ont été observés. L'essai clinique a permis de distinguer deux méthodes à appliquer selon l'avancée de la maladie.

Ils ont conclu que les personnes âgées de moins de 80 ans atteintes d'Alzheimer à un stade précoce, devraient plutôt pratiquer



le chant pour stimuler leur mémoire, tandis que les patients atteints d'un stade plus avancé de la maladie auraient davantage de bénéfices dans l'écoute simple.

De nombreux travaux ont déjà démontré l'intérêt de la musicothérapie dans le traitement de l'Alzheimer. Certaines études prouvent que la musicothérapie réduit l'anxiété,

les phases dépressives, l'agressivité et améliore ainsi significativement l'humeur, la communication et l'autonomie des personnes malades.

## La musique sollicite les deux hémisphères du cerveau

En France, Hervé Platel, professeur de neuropsychologie et chercheur à l'Institut

national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) étudie depuis plusieurs années les effets de la musique sur les malades d'Alzheimer. Il a constaté que l'activité musicale stimule différentes facettes de la mémoire, récente et ancienne mais aussi la mémoire du corps.

Les deux hémisphères du cerveau sont sollicités en même temps. « Cette spécificité confère à la mémoire musicale, une supériorité par rapport à la mémoire verbale, explique Hervé Platel dans un article du CNRS (2). Lorsqu'un malade présente une lésion à l'hémisphère gauche (langage), les aires homologues droites ne compensent généralement pas ce déficit. En revanche, le malade pourra généralement toujours percevoir, mémoriser la musique (sans la nommer) et en retirer du plaisir ».

La musique permet ainsi de réveiller la mémoire et les événements qui lui sont associés. Ce serait également un moyen de prévenir le déclin cognitif.

# Protéger ses dents permet de prendre soin... de son cœur

Se brosser les dents ne permet pas uniquement d'éviter les caries. Une bonne hygiène bucco-dentaire participe à la réduction des troubles cardiaques.

En se brossant les dents régulièrement, on protège son cœur. Des chercheurs coréens de la Ewha Womans University de Séoul ont observé pendant 10 ans 161 000 personnes âgées de 40 à 79 ans.

Leurs travaux ont été publiés dans l'European Journal of Preventive Cardiology. Les participants ne présentaient aucun antécédent de fibrillation auriculaire (trouble du rythme cardiaque) ou d'insuffisance cardiaque.

Durant la période étudiée, 3 % des volontaires ont développé une fibrillation auriculaire et 5 % une insuffisance cardiaque. Les chercheurs ont constaté que les participants qui se brossaient les dents trois fois par jour avaient un risque diminué de 10 à 12 % de développer ces pathologies.

## Des dents au cœur

Un manque de brossage des dents est plus propice au développement des bactéries. Ces bactéries sont anaéro-

bies, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas besoin d'oxygène pour se développer. Lorsqu'elles prolifèrent de manière trop importante, elles s'attaquent à la gencive et à l'os. Elles peuvent alors provoquer des parodontites, c'est-à-dire un déchaussement des dents.

Les bactéries entrent dans la circulation sanguine par la bouche, envahissent les vaisseaux sanguins et se nichent au niveau de la paroi des artères coronaires qui irriguent le cœur.

Lorsqu'elles pénètrent, le système immunitaire les identifie comme des intrus ce qui provoque de l'athérosclérose (épaississement de la paroi des grosses artères et leur obstruction par des plaques d'athérome).

Le système immunitaire les identifie alors comme des intrus et déclenche une inflammation locale au niveau des artères. Les parois gonflent et s'épaissent. Ce sont elles qui se bouchent dans le cas d'un infarctus.

## Se brosser les dents régulièrement

Pour protéger ses dents (et donc son cœur), il est recommandé de se les laver deux à trois fois par jour pendant trois minutes. Les autorités sanitaires recommandent d'utiliser

une brosse à dents à poils souples qui préserve les gencives et l'émail des dents avec un dentifrice fluoré plus efficace contre les caries.

Il est également recommandé de réaliser une visite de contrôle au moins une fois par an chez un dentiste.

## CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that Ms Beebee Zaynab Ouroosah EADALLY electing her legal domicile in the office of Me. Zahraa ELAHEE, Attorney at Law of Suite 15A, 15 Floor, Hennessy Court, Pope Hennessy St, Port Louis, has applied to the Honourable Attorney General for leave to change the names of her minor Muhammad Ahzaan into those of Muhammad Azhaan, so that in the future, he shall bear the names and surname of Muhammad Azhaan EADALLY.

Objections, if any, should be filed in the Registry of the office of the Attorney General within a period of 28 days as from the last date of publication of the said notice in the papers.

Dated this 28th day of June 2023.

Ms Beebee Zaynab Ouroosah EADALLY  
Applicant

## Football

# Brésil : Neymar devra payer une grosse amende pour des «infractions environnementales»

Les autorités judiciaires brésiliennes ont annoncé lundi que le footballeur de 31 ans devra payer 3,3 millions de dollars pour avoir construit un lac artificiel sur son domaine près de Rio de Janeiro.

Un magistrat brésilien a condamné la star du football Neymar à une amende de 3,3 millions de dollars pour avoir construit un lac artificiel dans son manoir de la banlieue de Rio de Janeiro sans permis environnemental, ont annoncé les autorités lundi 4 juillet.

Le conseil municipal de Mangaratiba a infligé quatre amendes pour "violations environnementales dans la construction d'un lac artificiel dans le manoir du joueur", a déclaré le secrétariat du conseil dans un communiqué.

"Les sanctions s'élèvent à plus de 16 millions de reais" (3 millions d'euros), précise le communiqué, un montant fixé par le parquet de Mangaratiba, une zone touristique située à environ 130 kilomètres de Rio, où la star du PSG possède un manoir.

Parmi les "dizaines d'infractions" relevées, les autorités ont cité "l'exécution de travaux soumis au contrôle environnemental sans autorisation", le captage et le détournement d'eau de rivière sans autorisation, et "l'enlèvement de terrain et la suppression de végétation sans autorisation".



Neymar dispose de vingt jours pour faire appel de la sanction, dont le montant avait été initialement fixé à cinq millions de réais, soit près d'un million d'euros [953 500 euros].

Le 22 juin, à la suite de plaintes déposées sur les réseaux sociaux, les autorités ont constaté plusieurs violations de l'environnement dans la propriété de luxe, où des ouvriers construisaient un lac artificiel et une plage.

Les autorités ont fermé le site et ordonné l'arrêt de toute activité, mais les médias brésiliens ont rapporté que Neymar y avait organisé une fête et s'était baigné dans le lac.

Le service de presse de Neymar au Brésil n'a pas répondu à une demande de commentaire de l'AFP. Neymar, 31 ans, se remet actuellement d'une opération à la cheville droite, subie en mars à Doha. L'attaquant n'a pas joué depuis février et des doutes demeurent quant à son maintien au PSG.

## Arsenal dépose une offre de 90 millions d'euros pour signer Aurélien Tchouameni



Arsenal serait intéressé par la signature du milieu de terrain du Real Madrid, âgé de 23 ans, Aurélien Tchouameni cet été.

Aurélien Tchouameni a été lié à un départ de Santiago Bernabeu. Et un rapport de *Defensa Central* affirme qu'Arsenal a maintenant déposé une offre de 90 millions d'euros pour le milieu de terrain du Real Madrid.

Tchouameni a rejoint le Real Madrid pour un contrat de 80 millions d'euros en début de saison après une campagne impressionnante avec Monaco. Mais le Français n'a pas été à la hauteur des attentes jusqu'à présent. Bien qu'il ait impressionné de temps en temps, le manque de cohérence a été préoccupant.

Il sera intéressant de voir si le Real Madrid est prêt à tirer profit du joueur cet été au milieu de l'intérêt d'Arsenal. Les géants espagnols pourraient avoir besoin de plusieurs renforts cet été, en particulier avec des joueurs comme Karim Benzema quittant le club.

Ils ont déjà dépensé une énorme somme d'argent pour Jude Bellingham, et ils devront également trouver un attaquant de premier ordre. Le Real Madrid dispose déjà d'un certain nombre de milieux de terrain de qualité. Ce ne serait donc pas une surprise s'ils décidaient de vendre l'international français cet été.

Arsenal doit signer un milieu de terrain défensif de qualité, d'autant plus que Thomas Partey devrait quitter le club. Granit Xhaka a également été lié à une sortie cet été. On pense qu'Arsenal se rapproche d'un accord pour signer Declan Rice de West Ham United.

Mais ils devraient viser à faire venir un autre milieu de terrain de qualité cet été. Rice et Tchouameni pourraient régler le milieu de terrain d'Arsenal dans un avenir prévisible. Il ne fait aucun doute que l'international français de 23 ans est un talent de classe mondiale, et Mikel Arteta pourrait être le manager idéal pour faire ressortir le meilleur de lui.

Le manager d'Arsenal a aidé des joueurs comme Bukayo Saka et Gabriel Martinelli à devenir des joueurs clés pour Arsenal, et il pourrait également être le manager idéal pour libérer le potentiel de l'international français.

Tchouameni cherchera désespérément à retrouver son meilleur niveau, et un nouveau départ en Premier League pourrait être idéal pour lui. Un éloignement du Real Madrid pourrait l'aider à retrouver sa forme et sa confiance loin des feux de la rampe.

## L'UEFA Europa Conference League sera renommée UEFA Conference League la saison prochaine

Le changement de nom sera effectif dès le début de la saison 2024/25.

Le Comité exécutif de l'UEFA s'est réuni aujourd'hui à la Maison du football européen à Lyon et a pris la décision de renommer l'UEFA Europa Conference League en UEFA Conference League.

Introduit sous l'égide d'"Europa" au début du cycle commercial 2021-2024, le nouveau concours s'est rapidement imposé auprès d'un large public après deux saisons réussies.

Des recherches menées auprès des supporters et des partenaires commerciaux ont révélé que la suppression d'"Europa" du nom de la compétition permettra un développement ultérieur en tant que compétition autonome et cette proposition de modification a été approuvée par le Comité exécutif de l'UEFA. Il sera effectif dans le nouveau cycle, à partir de la saison 2024/25.

En collaboration avec l'UEFA Europa League, l'UEFA Conference League continuera d'offrir le « football du jeudi soir » aux fans à travers l'Europe et au-delà. Un lien fort entre les compétitions restera en place car les deux identités de marque resteront très proches et les deux compétitions continueront d'être vendues ensemble aux partenaires de diffusion et aux sponsors.

## Le Qatar envoie 159M€ pour le PSG, Mbappé aux anges !

Comme évoqué précédemment, le PSG devrait bien connaître de nombreux bouleversements durant ce mercato. Et cela commencera par l'arrivée de Luis Enrique au poste d'entraîneur, en lieu et place de Christophe Galtier, après les départs importants déjà enregistrés de Lionel Messi à l'Inter Miami en MLS et de Sergio Ramos.

Et outre l'interrogation liée à l'avenir de Kylian Mbappé au Paris Saint-Germain, le Qatar voudra renforcer considérablement le secteur offensif du club de la capitale présidé par Nasser Al-Khelaifi en vue de la saison prochaine, lors de ce marché des transferts estival.

Si Luis Campos et QSI ont déjà frappé plusieurs gros coups avec les recrutements de Marco Asensio, Milan Skriniar, Manuel Ugarte ou encore Lucas Hernandez et Kang-in Lee, la direction du PSG aurait reçu une enveloppe XXL d'au moins 200 millions d'euros via le Qatar pour attirer plusieurs joueurs offensifs de classe mondiale, comme l'avait récemment révélé nos confrères du journal L'Equipe.

La priorité resterait toujours la prolongation de Kylian Mbappé, mais le Paris SG ferait actuellement le forcing auprès de Manchester City pour arracher la signature de l'excellent Bernardo Silva, grâce à l'aide

de Jorge Mendes... et ce malgré l'énorme concurrence de Al-Hilal en Arabie Saoudite sur ce dossier.

Un montant d'environ 81 millions d'euros serait réclamé par les Citizens pour laisser son milieu offensif ou ailier droit international portugais (82 sélections, 11 buts). Pas simple. Mais en grandes difficultés dans les dossiers Victor Osimhen (Naples) et Harry Kane (Tottenham), le PSG aurait désormais jeté son dévolu sur Randal Kolo Muani.

Valorisé à au moins 78 millions d'euros par l'Eintracht Francfort, Doha réfléchirait à la possibilité d'inclure Hugo Ekitike ou El Chadaille Bitshiabu dans la transaction afin de faire baisser la note. Deux jeunes joueurs qui intéresseraient beaucoup la formation allemande.

Alors un total de 159 millions d'euros bientôt dépensés pour attirer Bernardo Silva (Manchester City) et le nouveau titulaire en Equipe de France au côté de KM7, Randal Kolo Muani (ex FC Nantes, 15 buts et 14 passes décisives en 32 matchs de Bundesliga avec l'Eintracht Francfort cette saison)... ne serait-ce pas ça finalement, le plan idéal pour Luis Enrique, qui aimerait de plus conserver Neymar et Marco Verratti chez les pensionnaires du Parc des Princes ?